



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

25/03/2026

Débat sur la réindustrialisation:

Intervention de C. Girardin secrétaire nationale de Communistes

Pourquoi cette initiative ?

Le Parti Révolutionnaire Communistes a pris l'initiative de ce débat sur : «*Réindustrialisation un combat de classe vital pour le changement de société*» au regard des enjeux fondamentaux qu'il représente. D'abord ce constat : la grande bourgeoisie française, comme force économique et politique dirigeante a fait le choix depuis longtemps de la désindustrialisation du pays.

En 1968 plus d'un travailleur sur quatre était employé dans l'industrie, une proportion comparable à celle de l'Allemagne et des États-Unis. Dans les années 1970 la part de l'industrie dans le PIB était de 25%, aujourd'hui elle ne représente plus que 10% du PIB

Cette politique revendiquée voulant faire de la France un pays de service et de tourisme a conduit à un effondrement de nos capacités productives. Menée dans le cadre de l'Union Européenne, elle conduit à un **désastre social**, dévitalisé des régions entières. Les communes ayant connu les plus fortes baisses de l'emploi industriel font face à un chômage durablement plus élevé, à des revenus plus faibles, et à un isolement social accru.

Elle a affaibli notre présence dans les **échanges mondiaux**, en 2025, le déficit commercial français atteint 70 milliards d'euros, et pour la première fois sa balance commerciale agricole et agroalimentaire est négative.

Sur le **plan politique**, elle a contribué à affaiblir les organisations politiques et syndicales de lutte de classe permettant l'émergence et le développement de forces politiques tel le Front National devenu Rassemblement National donnant régulièrement des gages à la grande bourgeoisie afin d'assurer de la pérennité de son pouvoir politique. La lutte contre ce parti peut se mener uniquement sur le terrain politique en dénonçant ses impostures, montrant que c'est le meilleur allié du capital et le pire ennemi des travailleurs.

La situation internationale est marquée par la nouvelle dimension que prennent les guerres impérialistes. Toutes les puissances capitalistes formant le système impérialiste sont à des degrés divers impliquées dans des affrontements de plus en plus violents pour le contrôle des ressources, des voies de communication et de la force de travail. Comme en témoignent les guerres en Ukraine, en Afrique, les agressions contre l'Iran, le Venezuela, Cuba, le génocide contre le peuple palestinien.

La France, membre de l'OTAN et de l'UE, en s'alignant sur les États-Unis abandonne son indépendance et met notre peuple à la remorque de l'impérialisme dominant dans une montée vers la généralisation de la guerre. Cette tendance s'accompagne d'une hausse des dépenses militaires, d'une militarisation de la société et de restrictions des libertés publiques.

La réindustrialisation sur une base militariste, dont certains se plaisent à dire qu'elle peut renforcer nos capacités productives peut seulement conduire à une catastrophe, humaine et économique. On le voit donc, la question de réindustrialisation a bien un contenu de classe, elle ne peut pas être séparée du choix de société : celui de l'exploitation capitaliste ou celui du socialisme.

Le constat

Après la liquidation de nombreuses branches d'industrie ces dernières décennies, la désindustrialisation de la France continue. Elle fait l'objet d'une littérature abondante et de plus en plus d'articles de presse y sont consacrés. De ce point de vue le titre de l'article du journal patronal *Les Echos* du 10 décembre : "*La désindustrialisation s'accélère, 165 sites sur la sellette depuis septembre.*" illustre bien la gravité de la situation.

Tous les observateurs et analystes font le même constat sur fond d'une situation déjà profondément dégradée. La CGT pour sa part, recense dans l'industrie 483 PSE, soit 107.562 emplois menacés ou supprimés. Si l'on ajoute les emplois indirects et induits - sous-traitance, services, commerces environnants - 200.000 à 300.000 emplois seraient détruit en deux ans. Si tout le monde a en tête, la récente liquidation judiciaire de *Brandt* et ses 700 licenciements ou *Arcelor Mittal* avec des fermetures de sites, il faut y ajouter, qu'à bas bruit ce sont des centaines d'emplois qui, chaque semaine, disparaissent dans des petites et moyennes entreprises. Nous nous faisons l'écho de cette réalité chaque semaine dans notre résumé économique et social publié dans le *e-Communistes-Hebdo*.

Les causes majeures de la désindustrialisation

Si le constat de la désindustrialisation est largement partagé, les raisons profondes de cette situation restent largement masquées. On trouve en vrac : la concurrence déloyale et surtout chinoise, la politique de l'offre diminuant la demande, le coût de la force de travail trop élevé, des règles trop faciles pour les licenciements, les délocalisations vers les pays à bas coût. Si toutes ces causes méritent que l'on s'y arrête afin d'analyser voire les contester, les grands absents sont les politiques gouvernementales de *gauche* et/ou de *droite* comme réponses aux exigences du capital. A partir de 1980, Les grands groupes industriels ont pour objectif de maximiser la valeur pour l'actionnaire à court terme plutôt que de maintenir une activité productive à long terme. La priorité donnée aux profits rapides pour verser des dividendes aux actionnaires a profondément modifié les décisions d'investissement et détourné les entreprises des activités industrielles jugées trop lentes ou trop coûteuses. Les grandes entreprises capitalistes sont passées d'une logique de stratégie industrielle à une logique de « gestion de portefeuille » En 2025, le CAC 40 a versé 108 milliards d'euros aux actionnaires.

Les politiques industrielles ont été abandonnées au profit d'un capitalisme financiarisé réalisant des profits et de l'accumulation du capital, dans un contexte de crise systémique du système d'exploitation capitaliste au sein de l'impérialisme où les affrontements se développent et s'exacerbent.

Nous pointons bien là, l'essentiel : la responsabilité d'un système, le capitalisme et nous posons la question clairement, celle de sa capacité à répondre aux besoins des travailleurs et des peuples.

Le capitalisme au stade impérialiste obstacle à la réindustrialisation

Semaine après semaine, les affrontements au sein du système impérialiste se font plus aigus. Ils se traduisent par une multiplication de conflits de toute nature visant pour les puissances impérialistes à s'assurer le contrôle des matières premières, des voies de communication et de la force de travail. Les guerres et les agressions impérialistes se multiplient, guerres et agressions dont les peuples font les frais. Depuis trois semaines, l'Iran est l'objet d'une violente agression militaire menée par les États-Unis et son prolongement organique qu'est l'entité sioniste. Nous avons dénoncé vigoureusement cette agression et nous constatons que les plans états-uniens pour mettre à genoux l'Iran ne sont pas si simples qu'ils y paraissent tant la résistance à ce déchaînement de violence militaire surprend leurs instigateurs et révèle des contradictions profondes au sein de l'impérialisme et tout particulièrement sur les questions énergétiques.

Cette agression a entraîné une montée en puissance des discours et des actes en justifiant la guerre et les politiques de réarmement se développant dans tous les pays du système impérialiste. La France, par la voix de son Président n'est pas absente de ce concert avec son alignement sur les agresseurs états-uniens et sionistes au nom du soutien aux pétro-monarchies du Golfe et de la libre circulation des marchandises. En déployant ses forces navales en Méditerranée et en mer Rouge, elle tente de gagner une petite place dans le partage final du butin de guerre !

Les conséquences immédiates de l'agression contre l'Iran et sa résistance se traduisent, pour le moment, essentiellement par une montée des prix du gaz et du pétrole puis percutent les stratégies mises en œuvre par les grandes puissances économiques lorsque l'accès aux sources d'énergie est vital pour leur développement économique. De ce point de vue, les pays européens ayant rompu, au moins partiellement, leurs relations dans ce domaine avec la Russie, et se trouvant aujourd'hui largement dépendants des ressources américaines sont frappés par l'augmentation de ces coûts, tandis que les pays asiatiques, très dépendants des ressources du Moyen-Orient sont particulièrement vulnérables à une crise des livraisons et de l'augmentation des prix. Dans ce domaine, comme dans les autres, au sein de l'impérialisme, ce qui compte ce ne sont ni les amitiés ni les inimitiés, ce sont les intérêts des grands monopoles. On voit ainsi des méthaniers et pétroliers changer de cap au gré des enchères des acheteurs, la Russie faire des offres alléchantes tandis que les États-Unis lèvent partiellement l'embargo sur les hydrocarbures russes et tout particulièrement en direction de l'Inde, et assouplissent certaines restrictions ciblant les ventes d'hydrocarbures russes afin de stabiliser le marché.

Cela n'empêche pas les idéologues du capital misant sur la guerre, le réarmement et la militarisation de la société de nous expliquer tous les bénéfices que l'on peut attendre de la politique d'armement qui serait la clé pour une réindustrialisation du pays et ouvrir une nouvelle période d'accumulation du capital et de redressement des taux de profits. L'expérience historique a malheureusement tranché dans l'autre sens. La crise des années 1930 a été

résolue par une guerre mondiale amenant à des dizaines de millions de victimes, détruit une quantité importante de capital matériel et comme on le voit aujourd'hui, la logique de développement capitaliste nous met au seuil d'un nouvel affrontement.

Le réarmement, la militarisation de la société et la marche à la guerre ne sont pas faits pour réindustrialiser le pays et créer des richesses correspondant aux besoins des peuples, ils sont faits pour les détruire et faire perdurer le système d'exploitation capitaliste.

Encore un argument supplémentaire pour dire que la réindustrialisation est un enjeu de classe : celui de la marche à la guerre ou celui de la construction d'une société débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme : une société socialiste de réponses aux besoins des travailleurs et des peuples.

Lutter dès maintenant en faveur d'une réindustrialisation au service des besoins humains, d'une coopération pacifique et de la paix

C'est pourquoi, la lutte contre le capitalisme et notre propre impérialisme doivent être au cœur de la lutte de classe.

Ouvrir une perspective de changement révolutionnaire de la société pose la question du parti révolutionnaire

De notre point de vue, il faut comprendre les ressorts profonds de cette crise de désindustrialisation et le faire d'un point de vue de classe. Cette démarche vise à armer notre classe, celle des travailleurs dans son combat quotidien contre les fermetures d'entreprises et les licenciements.

La **nationalisation** est un point essentiel de cette démarche.

Face aux intentions d'Arcelor Mittal de fermer des unités de production située sur le territoire, LFI a déposé une proposition de loi, visant à nationaliser Arcelor Mittal France « afin de préserver la souveraineté industrielle de la France ».

La CGT a renoncé à défendre la socialisation des moyens de production et ne fait plus partie de son projet de transformation sociale, elle a demandé la nationalisation d'entreprises en situation périlleuse. Il est compréhensible que les salariés voient dans cette solution une possible sauvegarde de leurs emplois et de leurs outils de production.

Dans l'état actuel des rapports de classe dans un contexte de droit de propriété intangible, consubstantiel à une économie capitaliste, un capitaliste planifie les fermetures de site de production et il n'est guère probable qu'il décide des équipements modernes et coûteux pour les unités de production condamnées à la fermeture. En revanche, il est probable qu'il condamne un site faute de rentabilité suffisante de son point de vue.

La question des nationalisations revient donc de nouveau à l'ordre du jour, mais il y a nationalisation et nationalisation, ce sont des mesures que prennent les États pour « protéger » les entreprises lorsque le capitalisme est en crise. Le but de ces nationalisations provisoires c'est de : « *socialiser les pertes, privatiser les bénéfices comme profit* ». Ce genre de nationalisation n'est pas celui que nous voulons. Nous sommes pour la socialisation des moyens de production et d'échange, seul moyen de changer de société.

Il existe beaucoup de confusions dans les termes indifféremment utilisés d'entreprises « nationalisées », « publiques » ou « étatisées ». La *gauche* parlementaire se garde bien de l'éclairer et pour cause elle a tout autant nationalisé « que privatisé », Lionel Jospin est le premier ministre ayant le plus privatisé. Aujourd'hui, la mode serait donc plutôt à la «nationalisation ».

Même si l'État détient 100% du capital d'une entreprise publique, elle n'est pas forcément une entreprise nationalisée. L'entreprise nationalisée appartient à la Nation et par conséquent toute opération la concernant nécessite une décision/avis du Parlement, une entreprise publique appartient à l'État pouvant s'en défaire à sa guise *via* l'APE.

En système capitaliste, une société anonyme, qu'elle soit privée ou publique, répond aux mêmes critères de gestion et doit rendre compte à ses actionnaires au sujet de la rentabilité de ses capitaux.

La nationalisation dans le système capitaliste, n'est pas facteur de changement fondamental de politique.

Changer fondamentalement de politique, avoir des nationalisations totalement au service du pays et du peuple, nécessite de prendre aux multinationales capitalistes, les moyens de production, d'échange, la finance, le pouvoir politique. Pour cela il faut mener la lutte politique clairement contre le capitalisme.

La nationalisation avec un appareil d'Etat soumis au capitalisme n'est pas le socialisme.

Notre démarche vise en même temps à créer les conditions, dans la lutte, d'une élévation de la conscience de classe et de l'organisation de la classe pour combattre le capitalisme jusqu'à l'abattre et créer les conditions de l'émergence d'une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'Homme par l'Homme.

Se pose donc la question du Parti Révolutionnaire.

Le 12 novembre 2024, notre Bureau national s'est exprimé à ce sujet. Dans cette déclaration nous avons souligné : «*A voir, l'engagement de la jeunesse au cours des actions et des manifestations en France et dans le monde pour le soutien à la lutte de libération nationale de la Palestine, aucun doute, une nouvelle génération de*

révolutionnaires est en train de naître et se développer. Notre Parti s'en félicite et encourage l'émergence de ce mouvement. Le faisant avec le souci d'apporter sa pierre à l'édifice de la construction d'un puissant mouvement politique sur des bases de classe et en se situant clairement dans la lutte anti-impérialiste ».

Cette reconstruction en alliant la pratique révolutionnaire de lutte de classe et le travail idéologique ne peut uniquement se concevoir que sur la base d'un parti communiste dont l'organisation permettra la plus large discussion démocratique et le respect des décisions prises, c'est ce que l'on appelle le centralisme démocratique.

Notre IXème congrès rappelait ceci : " *Pour changer de politique, il faut arracher aux capitalistes les moyens économiques, financiers, prendre le pouvoir politique. La propriété des moyens de production et d'échange doit revenir au peuple et être gérée pour la satisfaction des besoins sociaux. Cela ne se fera pas seul, il faut des luttes sociales et politiques, il faut un parti révolutionnaire et une organisation syndicale de classe qui les organisent. C'est à ce travail que dès sa création s'est attelé notre Parti Révolutionnaire COMMUNISTES.*", cela pose la question du rassemblement des communistes acquis à la nécessité d'un changement révolutionnaire de la société. Si ce dernier est une nécessité, sa construction, de notre point de vue passe par la recherche de pratiques communes dans la lutte de classe au quotidien, par la construction théorique s'appuyant sur une analyse des rapports sociaux et du capitalisme qui les engendre tels qu'ils sont aujourd'hui au plan national et international. C'est à ce travail que s'attache le Parti Révolutionnaire Communistes.

Paris le 21 mars 2026

[© Copyright](#)